

Le "Livre-Testament" de Xavier BEULIN

De nombreux concitoyens, notamment dans le Loiret, ont été bouleversés par la disparition brutale de Xavier BEULIN, l'enfant de Donnery. Loire beauce Encyclopédia a publié les deux hommages rendus, par Eric THIROIN et Jean-Claude SABIN, lors de ses obsèques, le 24 février 2017 en la Cathédrale Sainte Croix d'Orléans. Moins d'un mois auparavant, Xavier BEULIN, avait publié un livre: "NOTRE AGRICULTURE EST EN DANGER" Ce qu'il faut faire, Livre qui apparaît aujourd'hui, comme un véritable testament.

Loire Beauce Encyclopedia publie ci-après, la couverture et la 4ème de couverture de ce livre, ainsi que l'Avant propos.

Tous nos visiteurs intéressés par le devenir de les agricultures française, européenne ou mondiale, ne manqueront pas de se procurer, cet ouvrage.



L'agriculture française traverse une crise majeure et de nombreux experts la jugent à bout de souffle : des revenus mensuels qui parfois ne dépassent pas 500 euros, des exploitants qui se suicident, des cours qui ne se relèvent pas, des intempéries qui ravagent les cultures... Sans vision, programme ou projection dans le futur, le monde agricole est aujourd'hui à l'heure des choix.

Grand pays agricole par tradition, la France doit s'inscrire dans un projet global qui intègre les nouveaux défis planétaires : prévenir le changement climatique, assurer l'alimentation d'une population mondiale qui continue à croître, s'adapter aux nouvelles énergies et répondre aux attentes d'une société de plus en plus urbaine. Aussi est-il urgent d'inventer un nouveau modèle dans lequel les agriculteurs continueront à produire mais autrement, maintiendront leur compétitivité et s'adapteront aux apports de la révolution numérique.

Face à la gravité de la situation, Xavier Beulin, agriculteur du Loiret âgé de 58 ans, prend la parole pour présenter sa vision de l'agriculture française et redonner espoir au monde des campagnes.

Xavier Beulin est président du principal syndicat agricole, la FNSEA, et d'un des principaux groupes agricoles français, Avril.

Yannick Le Bourdonnec, ancien journaliste, a suivi les questions agricoles et agroalimentaires aux Échos et au Nouvel Économiste.

www.tallandier.com



9 791021 019539

Couverture : © PhotoPOFI /
République du Centre / Éric Malot

ISBN : 979-10-210-1953-9
Imprimé en France 01 2017

17,90 €

À mon père.

Avant-propos

Ce matin-là, vers 6 heures, Philippe Jehan, le président de la FDSEA de la Mayenne, m'appelle. Sa voix tremble, je sens l'émotion qui l'étreint. Un agriculteur mayennais d'une quarantaine d'années s'est suicidé... « À son tour », pensé-je, car dans ce département laitier de l'Ouest, les suicides se succèdent à un rythme qui fait froid dans le dos. Et pourtant, que la campagne est belle, pourraient avancer certains en référence à Jean Ferrat qui, dans les années 1960, émut la France alors en plein exode rural en chantant la montagne qui se dépeuplait.

Mais que dire aujourd'hui de ces suicides qui meurtrissent jour après jour le monde agricole ? Qu'ils sont le fruit de la solitude, de l'échec économique, de l'endettement, du désespoir ? N'est-ce pas plutôt celui du vide, de l'absence de projet, du manque de vision, de considération, de respect ? De fait, si nous regardons la réalité telle qu'elle est, c'est bien de l'indifférence que nous ressentons face à ces drames qui frappent les campagnes. Je reste interloqué devant la différence de traitement que le monde médiatique et politique accorde en fonction des sujets à traiter. En octobre 2016, la perspective de la fermeture d'un atelier de construction de locomotives

d'Alstom, à Belfort, met la France politico-médiatique en émoi. L'enjeu : la suppression de quatre cents emplois dans la cité belfortaine, mais pas la disparition totale des postes puisqu'une grande partie des salariés se voient offrir des mutations en Alsace. Bien sûr, une telle restructuration nécessite toute l'attention de l'État, mais l'agriculture, dans la situation catastrophique qu'elle connaît, ne mérite-t-elle pas autant ? Quand une usine ferme, c'est dramatique. Quand des milliers de fermes cessent leurs activités, ça l'est également, non ? Deux poids, deux mesures... Pourtant, parmi les forces et les potentialités de notre pays, l'agriculture n'est pas en reste ! Sous toutes ses formes, elle répond aux besoins et aux attentes de nos concitoyens. Elle ouvre ses portes, exporte et rapporte. Une agriculture diversifiée qui, depuis longtemps, est prête à tout donner.

Mais pour enfin retrouver notre rang parmi les grands pays agricoles de la planète, il faut du courage et remettre les enjeux à leur juste place. Oui, l'environnement, c'est important, mais assez de surenchère sur ce thème. Oui, les contrôles sanitaires ou environnementaux sont justifiés, mais nous sommes arrivés à l'overdose. Oui, les papiers sont nécessaires, mais la paperasserie nous étouffe. Oui, marquer son désaccord avec la Russie est légitime, mais pas en sacrifiant des pans entiers de notre agriculture dont une partie de la production est exportée dans ce pays. Il est grand temps de revenir à l'essentiel, au bon sens ! Oui, il faut produire, mais pas à n'importe quel prix. Oui, il faut que chaque maillon des filières alimentaires gagne sa vie, mais pas en étouffant le travail et le revenu des agriculteurs. En tant que président de la FNSEA, il

me revient de dire solennellement : nous, agriculteurs, ne sommes pas un cheptel électoral mais des Français à part entière, qui veulent participer au dynamisme et au succès de la nation, aux espoirs de la France. Nous ne voulons plus être une sous-France rurale, nous exigeons d'être traités pour ce que nous sommes : des producteurs de bien-être national. Nous avons besoin d'objectifs clairs et d'engagements précis. L'agriculture est une part de la France mais aussi un modèle de France. Nous réclamons le droit à la réussite, au soutien, à l'initiative, aux idées et à la liberté pour continuer à faire mieux, à faire plus. Aux politiques de notre pays nous disons : prenez les bonnes décisions. À l'Europe, nous crions : réveille-toi !

L'agriculture française a vécu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale « une révolution historique mais silencieuse », pour reprendre les propos de Michel Debatisse, l'un de mes plus illustres prédécesseurs à la tête du syndicalisme agricole dans les années 1970. Cette révolution fut celle de la modernisation accélérée. Elle a transformé les paysans en agriculteurs, puis en exploitants. Elle a bouleversé la physionomie de nos campagnes aménagées depuis des siècles comme de vastes jardins et a poussé vers les villes des flots continus de ruraux. Pour répondre à la nécessité de nourrir des populations affaiblies par les conflits et placer notre pays sur l'échiquier des grands marchés mondiaux de matières premières, elle a fourni un effort humain et financier sans précédent. Puis est venu le temps de la discipline et du contrôle des volumes produits, la limitation des dépenses publiques, initiée à Paris comme à Bruxelles, et la contestation des dépenses générées par les agriculteurs eux-mêmes. Et alors que

cette rupture exigée par les surcoûts budgétaires liés aux excédents de beurre, de lait ou de céréales n'est pas encore derrière nous, a commencé une autre révolution, technologique et scientifique celle-là, aux conséquences encore difficiles à cerner. Si nous regardons de plus près l'environnement professionnel du monde agricole, nous constatons que la politique agricole commune (PAC) mise en place il y a vingt ans par l'Union européenne, pour protéger les marchés, soutenir les prix et garantir les revenus des producteurs, est devenue un outil de « verdissement » des campagnes.

Souvenons-nous. À l'époque de la mise en application de la PAC, l'objectif majeur des politiques publiques nationales était la lutte contre l'inflation et la défense des prix bas. Internet n'existait pas. Les Bourses de matières premières et les marchés à terme étaient balbutiants alors qu'aujourd'hui ces outils font partie de notre quotidien. Désormais, la grande majorité des agriculteurs remplit les dossiers de déclarations de surfaces sur son ordinateur, de nombreux exploitants, les céréaliers notamment, gèrent leurs stocks en suivant scrupuleusement les cours du blé ou du maïs... Un paysage intérieur totalement nouveau auquel il faut ajouter, pour donner une idée des bouleversements intervenus au cours des deux dernières décennies, l'irruption sur la scène de nouvelles grandes puissances alimentaires comme le Brésil, ou le poids grandissant d'importateurs géants comme la Chine, qui se tournent vers la France pour se fournir en produits laitiers sains. Sans oublier bien sûr la toile de fond permanente que représente le défi alimentaire d'une population mondiale qui ne cesse de croître. Le moment est venu pour les

agriculteurs de faire des choix. Veulent-ils rentrer dans ce siècle avec la même dynamique que celle qui les a portés hors de leurs cours de ferme après le second conflit mondial ? Ont-ils la force de saisir ce que l'innovation, portée notamment par la révolution numérique, peut leur apporter ? Seule certitude : il leur faut évoluer une fois encore, bouger, avancer.

Ils ont déjà fait de grands pas. Nous ne produisons plus comme avant, nous utilisons moins d'engrais, moins de produits phytosanitaires, l'agriculture raisonnée s'impose, une place grandissante est accordée à la culture bio et aux agricultures alternatives comme celles que l'on voit désormais apparaître en milieu urbain. Mais il va falloir aller encore plus loin, car ces évolutions répondent à des attentes fortes de nos concitoyens. Nous devons aujourd'hui produire « propre », cultiver sans gaspiller, préserver l'eau et la terre. Moins visible mais spectaculaire par ses effets, cette nouvelle étape va sans aucun doute bouleverser la manière de produire, changer les lieux de production, ouvrir à l'agriculture les portes de la ville, transformer un métier physique en une profession « intellectuelle », voire « scientifique » dans certains cas. À cela aussi, nous devons nous préparer.

Je ne suis pas le premier président de la FNSEA à prendre la plume, mais l'exercice n'est somme toute pas si fréquent de la part d'un syndicaliste pour que je le mentionne. À la veille d'élections présidentielles en France, le moment m'a semblé venu de mettre mes pas dans ceux de Michel Debatisse, François Guillaume, Raymond Lacombe, Luc Guyau ou encore Jean-Michel Lemétayer, des leaders qui, en leur temps, ont jugé utile

de confier leurs témoignages ou de formuler leur vision de l'avenir. Si je prends cette initiative, c'est bien parce que les agriculteurs, tout autant que la société française, ont besoin de réponses. Il faut donner une ligne de conduite, un sens à l'action quotidienne. Les temps difficiles qu'ils vivent l'exigent. Peu de périodes de notre histoire professionnelle ont été aussi heurtées. Calamités climatiques, contre-performances économiques, drames humains... Les campagnes françaises sont éprouvées comme jamais. Dès lors, il est de mon devoir de m'exprimer devant ceux qui, éleveurs, céréaliers, arboriculteurs, producteurs de légumes, viticulteurs, horticulteurs, font l'excellence de ce pays. Il est primordial en cette période de grand trouble d'indiquer un chemin pour ces milliers de paysans qui ne voient plus ce que sont leurs missions et se sentent empêchés d'avancer. Le syndicalisme agricole est porteur de sens. Faire entendre sa voix au-delà du brouhaha des crises qui nous emportent chaque jour davantage dans la tourmente est important.

Je sais que certains attendent que je « m'explique » sur mes choix économiques, mes responsabilités professionnelles, les options retenues par le syndicat majoritaire que je préside, ou sur nos désaccords maintes fois exprimés avec nos gouvernants. Sans cesse, je suis interpellé sur tous ces thèmes, avec d'ailleurs plus ou moins d'élégance ! J'ai hésité à répondre à ceux qui ne m'apprécient pas, à ceux qui me font procès à longueur d'articles ou de commentaires télévisés. Pendu avant d'être jugé ! Je n'ignore pas les accusations qu'ils lancent contre moi ; à les lire ou à les entendre, je suis en quelque sorte devenu le symbole de tous les maux qui accablent aujourd'hui notre agri-

culture. Leurs paroles sont blessantes, leurs écrits humiliants et leurs critiques systématiques. Mais je n'aime ni polémiquer ni commenter le passé, préférant tracer un chemin vers l'avenir. Cependant, je n'ai pas envie non plus de leur laisser le monopole de la parole sur le sujet agricole. Je pense que l'agriculture mérite mieux. C'est là la vocation essentielle de ce livre, car jamais, me semble-t-il, nous n'avons autant manqué de perspectives sur un sujet pourtant intimement lié à notre histoire nationale. Jamais ce sujet n'a fait l'objet d'une telle appropriation par l'ensemble de nos concitoyens. Jamais non plus nous n'avons décelé aussi peu de volonté d'avancer, de s'adapter au monde qui advient.

Je ne vois plus rien venir de Bruxelles. La politique agricole commune s'est muée en politique environnementale sans qu'aucune ambition communautaire ne la redessine. À Paris, le gouvernement se perd chaque jour un peu plus dans le traitement *a posteriori* des crises successives. Or, ce n'est pas en adoptant ce genre d'attitude que l'on construit un avenir. De même, je n'entends plus de voix d'intellectuels nous annoncer le « retour des paysans » ou la « fin des coquelicots ». Bref, rares sont ceux qui indiquent la direction à prendre dans ce monde en plein bouleversement. Pourtant, l'agriculture continue de façonner notre territoire, d'approvisionner nos villes, de faire vivre des millions de familles et de répondre aux sollicitations multiples qui lui sont adressées. Aussi est-il urgent de redonner un sens à sa mission.

Le livre est ensuite structuré comme l'était la pensée de Xavier:

S'ENGAGER,

AVANCER

QU'ON NOUS LAISSE PRODUIRE

LES MOYENS DE L'AMBITION

LE MONDE CHANGE, ADAPTONS NOUS